

## COP21 : Les chefs d'entreprises sont-ils passés à l'action ?

par La rédaction

**Dans le cadre du Parlement des Entrepreneurs d'avenir, qui s'ouvre dans quelques jours à Paris, en marge de la Cop21, Generali et ses organisateurs dévoilent les résultats de leur baromètre 2015 sur le thème : les dirigeants face aux nouveaux défis de société, notamment ceux liés aux enjeux de développement durable et de Responsabilité sociétale des entreprises (RSE).**

Deux ans après la publication de l'édition précédente, dans quel état d'esprit se trouvent les entreprises ? Ont-elles intégré prioritairement le développement durable au sein de leur structure ? Quels sont les motivations et les freins exprimés dans la prise en compte de ces sujets ? Un zoom particulier est réalisé cette année sur l'enjeu climatique.

Tour d'horizon des principaux enseignements de cette enquête 2015, dont les résultats sont mis en perspective avec ceux des éditions 2013, 2011 et 2009.

**Crise : des dirigeants qui s'estiment majoritairement touchés, mais qui restent optimistes pour l'avenir**

81% des dirigeants d'entreprise s'estiment touchés par la crise en 2015, dont 27% « très touchés ». Un chiffre stable par rapport à 2013 (80%), mais en nette progression depuis 2009, notamment pour les « très touchés » (+12%). A noter que le secteur exprimant le plus son désarroi est celui de la construction, avec 40% des dirigeants qui se disent aujourd'hui très impactés par la crise.

Alors qu'en 2013, seuls 21% des dirigeants français envisageaient une amélioration de la situation économique de leur activité et que 67% prédisaient une dégradation certaine, un regain d'optimisme se dessine : ainsi en 2015, 48% des dirigeants ont le sentiment que la crise est derrière eux. Ils restent cependant 43% à penser que le pire est à venir, notamment les dirigeants à la tête d'entreprises de 20 à 49 salariés (48%).

**Engagement dans le développement durable et la RSE : un plébiscite de la part des dirigeants, de plus en plus impliqués**

Les dirigeants de PME-PMI pensent à une écrasante majorité que leur entreprise doit s'engager dans ces enjeux, qu'ils soient :

- **d'ordre éthique** – 98% se déclarent en faveur des achats responsables, 95% pour l'éthique et la transparence des affaires ;

- **d'ordre environnemental** – 98% se disent en faveur des économies d'énergie, 98% pour la lutte contre la pollution, 96% en faveur de la préservation des ressources naturelles, 90% en faveur de la lutte contre le changement climatique, ce dernier item connaissant la plus forte progression (+14%) par rapport au baromètre 2013 ;

- **d'ordre social** – 99% se déclarent en faveur du bien-être au travail, 94% pour la santé et la sécurité du consommateur (+5% par rapport à 2013), 95% pour la réduction des inégalités (diversité, parité, rémunération), 90% pour la lutte contre le chômage et la précarité ou encore 86% en faveur de l'aide au développement.

87% des dirigeants (vs 81% en 2013) sont par ailleurs personnellement impliqués dans la prise en charge de ces sujets, ceux-ci étant intégrés le plus souvent dans la stratégie globale de l'entreprise (63% vs 59% en 2013). Preuve de leur importance grandissante, 55% affirment par ailleurs qu'un collaborateur y est spécifiquement dédié dans l'entreprise. A court terme, 54% des dirigeants se disent prêts à modifier en profondeur l'organisation de leur entreprise pour une meilleure considération de ces enjeux (+18% par rapport à 2013). Et 58% des dirigeants attendent de leur assureur un conseil en matière de prévention des risques environnementaux et sociétaux.



[Visualiser l'article](#)

Pour Eric Lombard, Directeur Général de Generali France : « Les entreprises sont l'un des lieux majeurs de réalisation collective, à elles –et à chacun de nous, chefs d'entreprise – de montrer que concilier performance et responsabilité est non seulement possible, mais que c'est la seule façon de se développer durablement ».

**...Mais dans les faits une mise en action des entreprises qui reste en demi-teinte, notamment sur les sujets plus « complexes »**

En 2015 la mise en place de mesures en faveur de la protection de l'environnement se fait cependant attendre sur de nombreux critères.

Si les dirigeants agissent majoritairement pour la gestion des déchets (80%), recycler les produits (77%), réduire leurs consommables (72%), sensibiliser leurs salariés aux problématiques environnementales ou réduire leur consommation énergétique (61%), ils sont en revanche plus frileux sur les sujets complexes, comme la mise en place de systèmes de compensation écologiques (76% ne l'ont pas encore mis en place et 57% ne l'envisagent pas), l'équipement en source d'énergie renouvelable (73% ne l'ont pas encore mis en place et 47% ne l'envisagent pas), ou encore la réduction des émissions de gaz à effet de serre (52% ne l'ont pas mis en place et 30% ne l'envisagent pas).

C'est la même chose en matière sociale : sans doute encouragés par les incitations gouvernementales, les dirigeants sont plus nombreux à avoir mis en place des actions d'optimisation des conditions de travail (61%), une gestion des ressources humaines favorisant l'emploi des jeunes ou des seniors, la parité, ou la diversité (59%) ou encore l'emploi des personnes fragiles (58%). Mais paradoxalement, ils sont moins regardants en ce qui concerne les autres : 73% n'ont pas instauré de sélection des fournisseurs intégrant des critères sociaux et 53% n'envisagent pas de le faire !

**La crise, un frein clairement exprimé à la volonté d'agir**

Au global, 2/3 des entreprises (67%) déclarent que la crise est un frein au développement des questions environnementales et sociétales. Un taux stable par rapport à 2013, en très forte hausse par rapport à 2009 (+19%). Une opinion largement partagée par les dirigeants des secteurs de la construction et de l'industrie (74%), qui sont les plus touchés par la crise (76%) et les plus réticents à penser que la mise en place d'actions environnementales et sociétales favorise la compétitivité (79%). En revanche, le secteur des Services est le plus optimiste : 31% des dirigeants pensent que la crise a au contraire développé les considérations environnementales et RSE.

**Alors que les dirigeants considèrent les actions environnementales et la RSE comme un enjeu de compétitivité**

Pour 57% des dirigeants, la mise en place d'actions environnementales, sociales et sociétales favorise la compétitivité des entreprises. Un sentiment tout particulièrement partagé par les dirigeants d'entreprises de 100 salariés et plus (72%). De manière générale, les motivations qu'ils expriment pour mettre en place des mesures vont de pair avec le potentiel de développement pour leur entreprise : répondre aux attentes des clients (99%), augmenter leur performance économique, réduire leurs coûts de fonctionnement, améliorer l'image de l'entreprise, réduire et prévenir les risques, et répondre aux attentes des salariés (98%). Effet miroir oblige, est également source de motivation, le fait de s'aligner sur les autres entreprises de son secteur, mentionnée par 76% des répondants (+19% par rapport à 2011). Des scores à relativiser cependant dans la mesure où les avantages fiscaux ou des réductions de charge (75%) resteraient la motivation principale des dirigeants.

Pour Jacques Huybrechs, fondateur du Réseau et du Parlement des Entrepreneurs d'Avenir : « Les résultats de cette 4ème enquête Generali/CSA confirment la place que prennent le développement durable et la RSE dans les entreprises... à l'instar de la société toute entière ! Les dirigeants sont aussi des citoyens responsables qui ne peuvent ignorer ce mouvement de fond. Les entreprises membres du Réseau des entrepreneurs d'avenir l'ont bien compris et ont déjà fait du développement durable une priorité ».

**Parlement des Entrepreneurs d'avenir 2015 :**



[Visualiser l'article](#)

### **Les 4 et 5 décembre à l'Unesco, plus de 100 personnalités réunies pour échanger et partager leurs analyses avec le public**

Organisé depuis 2009 par le réseau Entrepreneurs d'avenir, avec le soutien de Generali, le Parlement des Entrepreneurs d'avenir propose à travers une vingtaine de rencontres et de débats, des clés pour mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons et les défis économiques, écologiques, sociétaux ou politiques à relever pour un meilleur avenir. Plus de 100 dirigeants et personnalités viendront s'exprimer devant plus de 5 000 participants.

Pendant 2 jours, ils viendront apporter leur point de vue, tant sur les principaux sujets d'actualité, notamment ceux liés à la Cop21, que sur des problématiques de fond que l'on ne peut ignorer : défis économiques et sociaux, refondation de l'entreprise, place du numérique dans nos sociétés, scénarios énergétiques du futur, bien-être au travail, ville durable, consommation raisonnée...

Autant de sujets qui justifient le thème général de cette année : « Faisons changer tous les climats ! ».

Programme et inscription sur : [www.entrepreneursdavenir.com](http://www.entrepreneursdavenir.com)

Evènement grand public gratuit et ouvert à tous

*1 Réalisée par téléphone du 24 septembre au 6 octobre 2015 auprès d'un échantillon de 402 dirigeants/ collaborateurs décisionnaires en entreprises PME-PMI de 20 à moins de 500 salariés et ayant une activité en France.*